



N° 226

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 26 septembre 2012.

PROPOSITION DE LOI

*visant à attribuer la **carte du combattant** aux militaires ayant exercé au moins 4 mois en **Algérie**, avant le 1^{er} juillet 1964,*

(Renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

présentée par Mesdames et Messieurs

Jean-Luc REITZER, Arnaud ROBINET, Alain MARC, Julien AUBERT, Laurent FURST, Thierry SOLÈRE, Alain CHRÉTIEN, Lionnel LUCA, Alain MOYNE-BRESSAND, Jean-Pierre DECOOL, Arlette GROSSKOST, Pierre MOREL-A-L'HUISSIER, Denis JACQUAT, Michel TERROT, Charles de LA VERPILLIÈRE, Marie-Jo ZIMMERMANN, Didier QUENTIN, Jean-Marie SERMIER, Lucien DEGAUCHY, Fernand SIRÉ, Sophie ROHFRITSCH, Marie-Louise FORT, Anne GROMMERCH, Thierry LAZARO, Jean-Michel COUVE, Jean-Marie TETARD, Claude GOASGUEN, Bernard BROCHAND, Jacques PÉLISSARD, Rémi DELATTE, Jean-Charles TAUGOURDEAU, Bernard DEFLESSELLES, Marc LE FUR, Céleste LETT, Olivier MARLEIX, Jacques LAMBLIN, Dominique NACHURY, Valérie LACROUTE, Jean-Jacques GUILLET, Jean-Luc MOUDENC, Bérengère POLETTI, Damien ABAD, Philippe LE RAY, Jean-Frédéric POISSON, Philippe HOUILLON, Lionel TARDY, Bernard ACCOYER, Gilles LURTON,

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claudine SCHMID, Georges FENECH, Isabelle LE CALLENNEC, Claude de GANAY, Patrick HETZEL, Josette PONS, Frédéric REISS, Christophe PRIOU, Dino CINIERI, Patrice VERCHÈRE, Guénaél HUET et Philippe COCHET,

députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi n° 74-1044 du 09 décembre 1974 a donné vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Les dates de début sont fixées au 1^{er} janvier 1952 pour la Tunisie, le 1^{er} juillet 1953 pour le Maroc et le 1^{er} Octobre 1954 pour l'Algérie.

Sans remettre en cause la portée de cette loi, il faut reconnaître qu'elle a voulu regrouper dans un même texte ce qui a été appelé à l'époque les événements d'Afrique du Nord. Or, depuis la loi n° 99-882 du 18/10/1999, ces événements ont été qualifiés de guerre pour l'Algérie et de combats pour la Tunisie et le Maroc. Il convient donc de tirer toutes les conséquences de cette différence entre les territoires.

La question se pose de savoir pourquoi le 2 juillet 1962, veille de l'indépendance de l'Algérie, est la seule date prise en compte pour la fin de la période d'attribution de la carte du combattant pour ces trois théâtres d'opération, alors que les dates de début sont différentes.

L'indépendance du Maroc est intervenue le 2 mars 1956 et celle de la Tunisie le 20 mars 1956 ; malgré cela, les soldats ayant servi dans ces deux pays peuvent obtenir tous les titres (carte du combattant, titre de reconnaissance de la Nation (TRN), médaille commémorative jusqu'au 2 juillet 1962 en Algérie, soit 6 ans après l'indépendance).

Pour la guerre d'Algérie, le titre de reconnaissance de la Nation et de la médaille commémorative sont attribués jusqu'au 1^{er} juillet 1964, mais pas la carte du combattant !

Il faut tout de même rappeler qu'après le 2 juillet 1962 en Algérie, plus de 500 militaires français sont officiellement reconnus « Morts pour la France ». En outre, le titre de reconnaissance de la Nation concrétise la participation à un conflit armé comportant un risque militaire. Enfin, des militaires français ont été cités avec attribution de la croix de la Valeur militaire (l'équivalent de la croix de guerre des autres conflits).

D'autres arguments peuvent être énumérés pour prouver que le conflit armé ne s'est pas arrêté le 2 juillet 1962 ; pour ne citer qu'un exemple, le statut des victimes de la captivité en Algérie prévoit « avoir été capturé après le 2 juillet 1962... ».

Le temps est venu de légiférer pour la guerre d'Algérie, comme cela a été fait pour les autres conflits. En effet, seule la carte du combattant n'est pas délivrée jusqu'au 1^{er} juillet 1964, il faut donc y remédier.

Nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir adopter cette proposition de loi.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La carte du combattant est attribuée aux militaires français ayant participé à la guerre d'Algérie entre le 31 octobre 1954 et le 1^{er} juillet 1964, dans les conditions de durée définies par la loi n° 2000-1352 de finances pour 2001 du 30 décembre 2000.

Article 2

Les charges qui pourraient résulter pour l'État de l'application de la présente loi sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits sur les tabacs prévus par les articles 575 et 575 A du code général des impôts.

